

Brésil

Le gouvernement de Dilma Roussef a été renversé pour permettre à la bourgeoisie et à l'impérialisme de faire payer la crise aux masses.

La nécessité de l'heure, imposer au PT et à la CUT une politique de rupture, afin de préparer l'affrontement nécessaire avec le gouvernement Temer.

Une nécessité pour la bourgeoisie

La récession, deux années de suite de croissance négative causées par la fermeture du marché chinois, la baisse des prix du pétrole et des matières premières, le déficit budgétaire, le coût de la dette, les taux d'intérêts sur les émissions à dix ans du Brésil qui sont les plus élevés au monde, l'impérieuse nécessité d'intensifier et accélérer les coups les plus violents contre les masses : voilà les raisons pour lesquelles le gouvernement de Dilma Roussef a été renversé, voilà les raisons pour lesquelles le PT vient d'être éjecté du pouvoir. C'est l'onde de choc de la crise du capitalisme qui frappe actuellement toute l'Amérique latine, et en particulier son économie la plus puissante, le Brésil.

Pour la bourgeoisie et le patronat, il s'agit de mettre un terme à l'incapacité du gouvernement PT/PMDB sous la présidence de Dilma Roussef de mener à bien une politique réactionnaire répondant à leurs exigences les plus urgentes. L'éviction de Levy et l'assurance de ne pas toucher au budget de la *bolsa familia*, le retour de Lula dans la sphère du pouvoir, ont

décidé la bourgeoisie de reprendre en main les commandes de l'État. Ils ont utilisé pour cela une disposition constitutionnelle, la mesure dite d'*impeachment*, afin de sacrer officiellement Michel Temer, le vice-président, du PMDB, parti pilier de l'État bourgeois brésilien, parti pivot de la vie politique depuis la fin de la dictature.

L'éviction de Dilma Roussef, dans la nuit du 11 au 12 mai, est donc la conclusion de l'offensive de la bourgeoisie brésilienne pour mettre sur pied un gouvernement qui mène la guerre de classe selon ses besoins. Le gouvernement qui a été formé par Temer, non seulement exclut le PT, mais repose sur l'alliance entre le PMDB et le PSDB, parti du candidat Neves battu par Dilma Roussef lors de la présidentielle : c'est donc une coalition des différentes fractions de la bourgeoisie, pour assurer l'urgence. Cette option a le soutien des fédérations industrielles représentant le patronat des États les plus importants, São Paulo et Rio, depuis plusieurs semaines maintenant.

Le programme du nouveau gouvernement : faire payer aux masses le coût de la crise

Immédiatement, lors de sa prise de fonction et la nomination des ministres, Temer et le gouvernement ont annoncé la couleur : des « mesures dures », un plan « d'urgence » sont nécessaires et le premier signe à donner au monde entier, c'est la fin de l'augmentation de la dette publique du Brésil.

Un plan de coupe dans les dépenses budgétaires est donc le premier axe de la politique du gouvernement : le gouvernement prétend ainsi que les salaires des fonctionnaires pourraient ne pas être payés à la fin de l'année sans mesures, ou encore que le système de retraites lui aussi est menacé : « *au-delà du fait de recevoir une pension, ce que le Brésilien veut savoir c'est si le système va continuer à fonctionner* » (*El País*, 13 mai), a déclaré H. Meirelles, le nouveau ministre de l'économie. La première nécessité étant d'obtenir la réduction du déficit, le même Meirelles déclare : « *Les Brésiliens payent beaucoup d'impôts, notre intention est de les baisser, surtout pour que notre pays connaisse de nouveau la croissance. Mais la priorité absolue c'est l'équilibre des comptes publics. Et s'il est nécessaire d'augmenter les impôts pour y parvenir, nous le ferons.* » (Idem). Si officiellement les plans de lutte contre la grande pauvreté mis en place par les gouvernements du PT ne disparaîtront pas, Meirelles a précisé « *que cela n'exclut pas qu'on les examine de près pour voir s'il n'y avait pas un mauvais usage de l'argent public.* » (Idem). Dans l'immédiat, le gouvernement a décidé de supprimer 4000 postes de fonctionnaires d'État.

Au-delà des mesures immédiates, cette politique ne peut se mettre en œuvre qu'en affrontant plus largement les masses.

D'autant que pour pouvoir arriver à l'équilibre budgétaire et réduire la dette, le gouvernement se lancera sans aucun doute dans un plan de privatisation, dont l'enjeu principal est Petrobras et les gisements du Pré-Sal. De même, il faut rompre la spirale inflationniste, en particulier stopper l'augmentation des salaires des travailleurs en général ainsi que des fonctionnaires des États et des communes. Les plans de financement des œuvres sociales ou de l'enseignement sont donc menacés dès maintenant. Et les mesures que le gouvernement va prendre sont des mesures de choc, qui dans un premier temps ne peuvent être que récessives et engendrer encore plus de chômage.

Pour faire passer son amer breuvage, le gouvernement, dont la légitimité est réduite, a besoin d'affronter et de faire refluer les masses qui, si elles ne se sont pas engagées dans la défense de Dilma Roussef de manière importante, n'en sont pas moins entrées dans une phase d'activité importante depuis juin 2013.

Le gouvernement a donc annoncé une politique de répression contre les mouvements sociaux, c'est-à-dire la jeunesse et le prolétariat. Ainsi, le nouveau ministre de la justice, ancien directeur du cabinet de sécurité de Alckmin, a déclaré : « *A partir du moment où, aussi bien le MTST (mouvement des sans toit, que ABC, X ou Y, arrêtent d'exercer le libre droit de manifester pour faire brûler des pneus, mettant ainsi en danger les personnes, nous considéreront cela comme une attitude délictueuse et la traiterons comme telle.* » (*Izquierda Diario*, 14 mai). Tout un programme, immédiatement mis en œuvre par le gouverneur de São Paulo, le dit Alckmin lui-

même, qui a fait intervenir la police contre les étudiants et lycéens qui occupaient les écoles de cet État.

Comment cela a-t-il été possible ?

La prise du pouvoir par Temer ne peut en aucun cas être considérée comme une surprise ; c'est la conclusion de manœuvres lancées depuis des semaines, si ce n'est des mois. La première chose qu'il faut rappeler, c'est que Temer est le vice-président choisi par Dilma Rousseff elle-même, et qu'il est censé représenter l'aile du PMDB qui favorise l'alliance avec le PT. En réalité, la politique menée par le PT au pouvoir depuis l'élection de Lula ne s'en prend nullement aux intérêts de la bourgeoisie brésilienne et ses différents secteurs, industriels comme agrariens, ni aux intérêts du capital étranger. Et depuis des mois, le gouvernement de Dilma Rousseff, en coalition avec le PMDB, avait entamé la politique dite d'ajustement, sous la houlette de Joachim Levy. C'est cette politique qui a fait que la jeunesse et le prolétariat ne se sont pas engagés plus contre la manœuvre lancée autour de Temer. En réalité, ils ne voulaient pas défendre le gouvernement de Dilma Rousseff-Temer, ce que les organisations issues du mouvement ouvrier faisaient toutes : il n'était donc ainsi guère facile d'engager un tel combat contre l'arrivée au pouvoir de Temer et de ses alliés.

En effet, depuis des semaines, les différents fronts regroupant autour du PT et de la CUT, de nombreuses organisations, dont le PSOL ou le PCdoB, prétendent défendre la présidente légitimement élue contre un coup d'État institutionnel sans combattre le ticket Rousseff-Temer et le gouvernement PT-PMDB. Donc de soumettre la tentative d'engager le combat contre l'offensive de la bourgeoisie à la défense du gouvernement qui a entamé lui-même la politique anti-ouvrière. Pour se défendre contre un nouvel ajustement, il faudrait se soumettre au gouvernement qui avait fait voter le budget d'ajustement préparé par Levy et poursuivi par Barbosa ? Le congrès de la CUT, en octobre 2015, est même allé jusqu'à avaliser la mise en œuvre du PPE, « plan de protection de l'emploi », un plan de recours au chômage partiel déguisé, proposé par le gouvernement.

La seule voie pour faire échec à l'*impeachment* aurait été de mener le combat pour la rupture du PT et de la CUT avec le gouvernement de coalition PT-PMDB, l'alliance défendue avec l'aval de la CUT depuis des années par les dirigeants du PT avec ceux qui viennent de les renverser.

Comment combattre ?

La bourgeoisie a remporté une victoire politique en déposant Dilma Rousseff. Néanmoins, cette victoire politique n'a réglé aucun problème : la situation économique de la bourgeoisie brésilienne n'a pas changé, et la jeunesse, le prolétariat, n'ont pour le moment pas reflué. Le gouvernement de Temer doit, pour pouvoir mettre son plan en œuvre, affronter les masses et leur infliger une défaite ; sinon, l'option choisie ne pourra donner satisfaction. Il faut donc pour le prolétariat, la jeunesse, les paysans pauvres se préparer à affronter le gouvernement pour se défendre de la misère et de la déchéance bec et ongles.

Pour pouvoir mener ce combat, il faut imposer aux organisations ouvrières, CUT et PT, qu'elles rompent avec le gouvernement et la bourgeoisie. Ainsi, la déclaration du 12 mai de la direction de la CUT dit : « nous ne reconnaissons pas le gouvernement, et nous continuerons de nous battre pour défendre nos droits ». Fort bien, mais il faudra donc en tirer les conséquences, en particulier ne pas entrer dans des discussions préparatoires à une contre-réforme des retraites ou dans n'importe quelle autre « consultation », « négociation » à l'initiative du gouvernement pour mettre en œuvre sa politique. La direction du PT elle aussi doit rompre avec son attitude de conciliation de classe.

Or, Rui Falcão, le secrétaire du PT, indique dans sa déclaration du 12 mai sur quel terrain le PT entend se placer : « Notre mobilisation, plurielle et unitaire, va bien au-delà du seul soutien au gouvernement dirigé par notre parti. Plus que tout, nous défendons l'ordre démocratique, et nous rejetons le programme des putschistes, qui prévoit de geler les salaires, d'inverser la politique en matière de salaire minimum, s'en prendre aux droits à pension, annuler l'engagement de la constitution pour la santé et l'éducation (...). Nous combattons sans repos, jusqu'à ce que la présidente de tous les Brésiliens, élue dans des élections libres et directes, reprenne les commandes de l'État, comme c'est la volonté souveraine et constitutionnelle du peuple brésilien. » Il voudrait donc défendre le gouvernement qui a

permis la défaite, la constitution qui permet à la bourgeoisie de mettre en place le gouvernement de son choix et, au moment où la lutte des classes va s'intensifier, il parle de la « présidente de tous les Brésiliens » comme un symbole de la collaboration de classe. Quant à Humberto Costa, leader du PT au sénat, il parle d'opposition, mais d'opposition responsable : « Je pense que le PT a beaucoup appris de son expérience de gouvernement. Je défends l'idée qu'il faut avoir une opposition qui fait beaucoup de propositions. Nous ne pouvons pas être une opposition qui défende le pire. Nous n'allons pas être une opposition abstraite, du type "il faut faire tomber Temer". Si nous voulons avancer, il faut être au-dessus de cela, et apporter une vision. »

A l'inverse, il n'est d'autre issue que dans l'affrontement avec le gouvernement Temer. Celui-ci est déterminé, il veut s'en prendre aux fonctionnaires, aux pensions, au salaire minimum, il veut privatiser les entreprises publiques, et d'abord Petrobras, ouvrir toutes les vannes aux intérêts économiques de l'impérialisme ; il appliquera la même politique que Macri en Argentine.

Le gouvernement Temer veut aller vite, et dans la mesure du possible s'affranchir de la nécessité de s'appuyer sur le PT, mais surtout de la direction de la CUT. Il ne peut y avoir d'issue que dans la préparation du combat, par la direction de la CUT, dans la rupture totale avec le gouvernement. On ne peut pas non plus espérer le retour dans 180 jours de Dilma Rousseff et attendre avec illusion. Le gouvernement Temer n'a rien à reprocher sur le plan légal à Dilma Rousseff, mais il correspond aux besoins de la bourgeoisie au Brésil. Il faut donc affronter le gouvernement pour pouvoir le vaincre et le chasser.

Seule une telle victoire permettrait de poser la question d'un gouvernement du seul PT, appuyé sur la CUT, auxquelles les masses pourraient adresser leurs revendications. Un tel gouvernement ne reposerait pas sur une combine parlementaire, mais sur la mobilisation des masses.